

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1902.

Proposition de loi relative à la recherche de la paternité et de la maternité.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'introduction, dans le Code civil, du principe interdisant à l'enfant naturel de prouver le lien de filiation qui le rattache à son père, fut une innovation.

L'ancien droit français et notre ancien droit belge autorisaient la recherche de la paternité. Ce furent même les abus résultant de l'interprétation, défectueusement extensive, d'une législation déjà trop facile dans l'admission de la preuve de la paternité, qui amenèrent la mesure de réaction consacrée par l'article 340 du Code civil.

La disposition nouvelle ne passa cependant dans notre législation que sous l'effort violent du premier consul, brisant l'opposition considérable de membres du Tribunat qui voyaient, dans l'autorisation de la recherche de la paternité, « un frein aux passions humaines, aux dérèglements et à la débauche », et qui « redoutaient de voir surgir une nouvelle race, une population nouvelle d'enfants vulgaires, d'êtres isolés, sans pères, sans famille, » sans ressources, sans aliments, fatiguant, épuisant la charité publique, » pesant sur la société entière comme un fardeau infâme et bientôt dangereux ». (Discours de Duveyrier.)

Les faits n'ont que trop justifié ces sombres prévisions. Les documents officiels constatent qu'en France, il naît annuellement plus de 76,000 enfants naturels, soit un enfant naturel pour dix enfants légitimes. L'ensemble de la population française comprend plus d'un million et demi d'enfants naturels, dont le tiers est reconnu par la mère et dont le quatorzième seulement est reconnu par le père. En Belgique, le dernier recensement démontre qu'il est né, en 1899, 14,919 enfants naturels et 179,349 enfants légitimes, soit un

enfant naturel pour douze enfants légitimes. Sur ces 14,919 enfants naturels, 3,721 ont été reconnus ; mais la statistique n'indique pas ce que ce chiffre représente de reconnaissances par le père.

Depuis la promulgation du Code civil, l'interdiction de la recherche de la paternité a soulevé des critiques toujours grandissantes.

C'est, qu'en réalité, il n'y a nulle exagération à dire, avec M. Béranger, de l'Institut de France, auteur d'une proposition de loi, rejetée par le Sénat français, qui supprimait le principe de l'article 340, que sous cette règle de droit, d'apparence indifférente, de l'interdiction de la recherche de la paternité, se cache une des iniquités les plus saisissantes et les plus émouvantes qui aient, jusqu'à présent, résisté aux progrès, si considérables, en d'autres points de notre civilisation.

Notre éminent collègue de l'Université de Liège, M. Galopin, ne craint pas d'affirmer que « la disposition de l'article 340 est la plus détestable du Code. » Elle est injuste en principe et désastreuse dans ses conséquences ; — injuste vis-à-vis de l'enfant qu'elle prive de la protection que chacun de ses auteurs lui doit, et aussi vis-à-vis de la femme, car elle fait retomber sur elle seule les charges d'une faute commune ; — désastreuse : l'irresponsabilité absolue accordée aux hommes de mauvaises mœurs devait avoir et a eu pour effet d'accroître l'immoralité générale (1) ».

La question de la recherche de la paternité ne pouvait manquer d'attirer spécialement l'attention de la Commission de revision du Code civil. Elle y fut l'objet d'un débat approfondi. Le savant rapport de M. Van Berchem, aujourd'hui premier président de la Cour de Cassation, indique le sérieux mouvement d'opinion qui, dès longtemps, se produisit, en Belgique et en France, contre l'interdiction de la recherche de la paternité ; il signale les nombreuses législations étrangères qui ont repoussé le système rigoureux et injuste du Code Napoléon ; il combat victorieusement les raisons invoquées par les partisans de l'interdiction absolue ; et il développe longuement, de manière à dispenser d'y revenir, les raisons convaincantes qui commandent l'abolition du principe de l'article 340.

M. Le Jeune, Ministre de la Justice, convaincu de l'urgence d'une réforme, détacha de l'œuvre de la Commission de revision les dispositions qu'elle avait adoptées, en matière de recherche de la paternité, et les présenta sous la forme d'un projet de loi spécial qu'il déposa dans la séance de la Chambre des Représentants du 26 juillet 1868. Il s'en référait, pour la justification du projet, au rapport de la Commission. Ce projet, devenu caduc, fut représenté par M. Begerem dans la session de 1894-1895.

(1) Dans son très remarquable traité sur la recherche de la paternité, — couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, — M. Pouzol, se basant sur des documents statistiques fort complets affirme, que la natalité illégitime est très sensiblement supérieure dans les pays d'interdiction de la recherche de la paternité ; — que le coefficient de la mortalité illégitime y est également plus considérable ; — que la désertion du mariage y est plus accusée, la pratique démoralisante de l'union libre, plus fréquente ; — que la criminalité soit contre l'enfant (infanticide, avortement, suppression ou abandon), soit par l'enfant (vagabondage, mendicité, vol), y est supérieur. (V. préf. par M. Béranger.)

La proposition de loi dont nous avons l'honneur de saisir la Chambre s'inspire, dans ses premières dispositions, du projet de loi de M. Le Jeune. Nos articles 1^{er}, 2, 8 et 9 sont la reproduction des articles 1^{er}, 2, 6 et 7 du projet de 1893. L'article 5 complète l'article 341 du Code civil, relatif à la recherche de la maternité. D'autres dispositions nous ont paru nécessaires, pour donner un caractère pratique et efficace à l'action en recherche de la paternité et combler la lacune de nos lois, relativement à l'enfant qui n'a été reconnu volontairement ni par le père ni par la mère. Enfin, quelques articles organisent une procédure spéciale et conciliatrice, pour l'introduction de la demande en déclaration de la paternité et de la maternité.

L'article 1^{er} restitue à l'enfant naturel le droit de recherche de la paternité, que l'article 340 lui a enlevé au mépris de la morale et de la justice. Mais ce même article prend soin d'écartier le danger et les abus de l'exercice du droit, en déterminant avec précision les conditions de recevabilité de l'action et en limitant les moyens de preuve auxquels le demandeur pourra recourir.

1^o Étant donné que l'article 334 du Code civil considère comme une preuve complète de la paternité naturelle, la reconnaissance émanée du père et constatée par un acte authentique, il est bien impossible d'enlever toute valeur à un aveu, sérieusement fait, par l'unique raison qu'il n'a pas été reçu par un notaire ou par un officier de l'état civil. La forme en laquelle un aveu est recueilli n'ajoute rien à sa force : elle ne fait que le rendre plus certain. Comment, dès lors, ne pas considérer comme suffisant, au point de vue du moins de l'admissibilité de la demande en déclaration de paternité, l'aveu émané du père prétendu, dans des actes, des lettres missives ou d'autres écrits privés ? Ce sont aussi des documents certains, dont on ne peut méconnaître l'autorité, et sur lesquels on peut s'appuyer, sans avoir à redouter les inconvénients inhérents, surtout en pareille matière, à la preuve testimoniale.

La possession d'état, que l'article 1^{er} met sur le même pied que la reconnaissance résultant d'écrits, n'est-elle pas aussi un aveu singulièrement significatif ?

Cette démonstration, qui se compose de faits publics et chaque jour répétés, est la plus puissante qu'on puisse imaginer, disait Duveyrier au Tribunal.

La possession d'état, dit Demolombe, est une reconnaissance continue, persévérante, de tous les jours, de tous les instants, et offrant ainsi, au plus haut point, toutes les garanties possibles de liberté et de sincérité.

Les auteurs du Code civil n'ont pas hésité à admettre la possession d'état comme un mode de preuve normal de la filiation légitime, à défaut d'acte de naissance. Il est impossible de méconnaître qu'en matière de filiation naturelle, elle puisse être aussi la preuve vécue de la paternité.

2^o Le Code civil permet, exceptionnellement, la recherche de la paternité en cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception. Evidemment, il y a lieu de compléter ce système en mettant, sur la même ligne que l'enlèvement, des faits analogues, apportant la même

présomption ; mais à la condition qu'il existe une condamnation préalable de ces divers chefs.

5° La séduction, caractérisée par des manœuvres dolosives, légitime également l'induction de paternité et doit, dès lors, autoriser sa recherche. Ce n'est que l'extension, à ce que l'on pourrait appeler le rapt de séduction, du système du Code en matière de rapt de violence. Mais la preuve testimoniale des circonstances exigées ne sera admise qu'avec les garanties indiquées par l'article 525, pour la preuve par témoins de la filiation légitime.

Dans ces conditions, l'action en recherche de la paternité — qu'il serait plus exact d'appeler l'action en déclaration de paternité — peut, sans danger, être reconnue recevable.

Mais l'article 2 est une autre garantie considérable. Car « il ne suffit pas » que la recherche soit admissible. Pour que le droit de l'enfant soit reconnu, » il faut que la paternité soit constante. Aussi l'article statue-t-il qu'après » avoir vérifié si la demande est recevable, le juge prend égard à toutes les » circonstances du procès, aux fins de décider si l'enfant a réellement pour » père l'individu qu'il réclame ». (Rapp. de M. Van Berchem.)

Le système de l'article 1^{er}, qui permet de faire résulter, de la possession d'état, la preuve de la paternité, amène logiquement la modification de l'article 541, relatif à la recherche de la maternité. Ce dernier admet la preuve par témoins, appuyée d'un commencement de preuve par écrit ; il y a lieu de décider que la preuve de la maternité pourra, elle aussi, résulter de la possession d'état. C'est la raison d'être de l'article 3.

Mais il ne suffit pas, pour faire œuvre pratique, de déterminer dans quels cas et par quels moyens la déclaration de paternité pourra être poursuivie ; il est indispensable de faciliter, en fait, l'intentement de l'action. Or, pour que la réforme de l'article 540 ait une portée à la fois réparatrice et sociale, il importe que la demande puisse être introduite sans retard, peu de temps après la naissance de l'enfant. C'est le moyen d'assurer, à l'enfant et à sa mère, des secours vraiment efficaces, et de donner à l'action un effet réellement préventif, en faisant redouter au séducteur les responsabilités prochaines qu'il peut encourir. La possibilité d'une action à brève échéance rendra d'ailleurs plus facile et plus certaine la preuve de faits encore récents.

De là, le droit accordé à la mère, par l'article 4, d'intenter l'action en recherche de la paternité, au nom de l'enfant, pendant la minorité de celui-ci.

Il fallait, en outre, prévoir le cas où la mère viendrait à décéder pendant que l'enfant est encore mineur. La disposition de l'article 5 permet la prompt réunion d'un conseil de famille et la désignation d'un tuteur qui pourra, selon l'occurrence, introduire ou continuer l'instance en déclaration de paternité.

Une autre hypothèse peut se présenter, la plus malheureuse pour l'enfant, celle où il ne serait reconnu ni par son père ni par sa mère. L'article 6, par une disposition dont la portée dépasse l'objet spécial de la présente proposition, indique la façon dont cet enfant, aujourd'hui abandonné et sans protection, sera pourvu d'un conseil de famille et d'un tuteur qui, parmi ses attri-

butions, aura la charge d'intenter éventuellement l'action en recherche, soit de la paternité, soit de la maternité.

Comme la réforme proposée est faite dans l'intérêt de l'enfant, il a paru nécessaire, pour éviter tout doute, de formuler le principe que la paternité et la maternité ne pourront être recherchées *contre* l'enfant non reconnu, en vue, par exemple, de faire réduire des libéralités que lui auraient faites son père ou sa mère et qui dépasseraient la quotité dont les articles 757 et 908 du Code civil permettent de disposer au profit des enfants naturels.

Les articles 8, 9 et 10 ne font qu'étendre à l'action en réclamation d'état d'enfant naturel les principes qui régissent l'action en réclamation d'état d'enfant légitime.

Les dispositions finales du projet soumettent l'intentement de l'action en déclaration de la paternité et de la maternité à des règles analogues à celles qu'édicté le Code de procédure civile, en matière de séparation de corps et de divorce. L'intervention, préalable et conciliatrice, du président du tribunal aura ce double avantage : dans certains cas, elle suffira pour arrêter, dès le début, une action peu fondée ou qui se présenterait avec les caractères d'une manœuvre de chantage ou d'intimidation; d'autres fois, elle amènera le défendeur à une reconnaissance volontaire, par la communication, qui lui sera donnée, des preuves dont on dispose contre lui, et par le danger, qui lui sera signalé, d'un procès, toujours scandaleux, dont l'issue ne saurait être douteuse.

Le projet de M. Le Jeune contenait, en outre, quelques articles se rapportant à la situation juridique de l'enfant naturel, à son droit à des aliments et au nom du père, etc. On comprend que de telles dispositions aient dû figurer dans le projet de refonte générale du Code qu'élabora la Commission de révision : elles devaient être écrites dans la section consacrée à la filiation naturelle. Mais elles paraissent moins à leur place dans une réforme dont l'objet est limité à la modification des articles 340 et 341. Les droits de l'enfant naturel sont les mêmes en cas de reconnaissance volontaire et en cas de reconnaissance forcée. Il est donc peu méthodique de spécifier, comme effets de la déclaration de la paternité ou de la maternité par les tribunaux, ce que la jurisprudence, fidèle interprète de la doctrine du Code civil, considère déjà aujourd'hui comme les conséquences juridiques de la reconnaissance en général.

LÉON MABILLE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants :

1° S'il y a avoué de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil;

2° Si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception;

5° S'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

ART. 2.

Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la pater-

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Het onderzoek naar het vaderschap is toegelaten in de navolgende gevallen :

1° Wanneer er is erkenning van het vaderschap, voortvloeiende hetzij uit akten of geschriften van welken aard ook, afkomstig van den onderstelden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, kenmerken het bezit van staat volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek;

2° Wanneer de onderstelde vader is veroordeeld wegens schaking, wegens willekeurige aanhouding, hechtenis of opsluiting, wegens verkrachting of zelfs wegens aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld bedreven op den persoon van een meisje beneden den leeftijd van 14 jaren, indien het tijdstip, waarop die misdrijven werden begaan, overeenstemt met dat der bevruchting;

5° Wanneer er is geweest verleiding door huwelijksbelofte, misbruik van gezag of bedrieglijke handelingen en er aanwezig is een begin van schriftelijk bewijs van de huwelijksbelofte, van het misbruik van gezag of van de bedrieglijke handelingen, of vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs van deze verschillende omstandigheden door getuigen toe te laten.

Het begin van bewijs bij geschrifte vloeit voort uit alle akten, geschriften, papieren of brieven, afkomstig van eene partij, die bij het geschil is betrokken of, nog in leven zijnde, daarbij belang zou hebben.

ART. 2.

Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de voorwaarden die, overeenkomstig

nité est admissible aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

ART. 3.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

La preuve de la maternité peut résulter aussi de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

ART. 4.

La mère d'un enfant qu'elle a reconnu peut, pendant la minorité de celui-ci, intenter au nom de l'enfant l'action en recherche de la paternité.

ART. 5.

Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil, qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

het eerste artikel, worden vereischt tot ontvankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader heeft, dien het voorgeeft te hebben.

ART. 3.

Het onderzoek naar het moederschap is toegelaten.

Het kind, dat beweert eene bepaalde vrouw tot moeder te hebben, is gehouden te bewijzen, dat het wezenlijk is hetzelfde kind waarvan deze is bevallen.

Het zal dit bewijs alleen dan door getuigen mogen leveren, wanneer er begin van bewijs bij geschrifte bestaat of wanneer vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs door getuigen toe te laten.

Het bewijs van het moederschap kan ook voortvloeien uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat kenmerken volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 4.

De moeder van een door haar erkend kind kan, gedurende zijne minderjarigheid, uit naam van het kind de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

ART. 5.

Sterft de moeder gedurende de minderjarigheid van het door haar erkende kind, dan is de ambtenaar van den burgerlijken stand, die de akte van overlijden heeft opgemaakt, verplicht den vrederechter van de woonplaats der overledene bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt benoemd door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengeseld uit zes bloed- of aanverwanten der moeder of burgers van wie het bekend is dat zij met haar vriendschapsbetrekkingen hebben onderhouden.

Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 6.

L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt-quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité, soit de la maternité, moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 7.

La paternité et la maternité ne peuvent être recherchées contre l'enfant naturel.

ART. 8.

Les tribunaux criminels doivent se conformer aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne la preuve de l'état.

ART. 9.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 10.

Les articles 329 et 330 du Code civil sont applicables aux héritiers de l'enfant naturel.

Sterft de moeder nadat zij de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap heeft aangevangen, dan wordt het geding door den voogd voortgezet; in het tegenovergestelde geval kan hij, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering instellen.

ART. 6.

De ambtenaar van den burgerlijken stand, bij wien wordt aangegeven de geboorte van een kind, geboren uit een vader en eene moeder die wettelijk onbekend zijn, is verplicht, binnen vier en twintig uren, den vrederechter der woonplaats van het kind bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt aangewezen door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes achtbare personen uit de woonplaats van het kind.

De voogd kan, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering tot onderzoek hetzij naar het vaderschap hetzij naar het moederschap instellen.

ART. 7.

Het onderzoek naar het vaderschap of naar het moederschap kan niet geschieden ten nadeele van het onechte kind.

ART. 8.

Wat betreft het bewijs van den staat, moet de strafrechter zich naar bovenstaande bepalingen gedragen.

ART. 9.

De rechtsvordering tot inroeping van den staat is, ten opzichte van het kind, niet aan verjaring onderworpen.

ART. 10.

De artikelen 329 en 330 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de erfgenamen van het onechte kind.

ART. 11.

Le demandeur sera tenu de présenter au président du tribunal requête contenant sommairement les faits : il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a.

ART. 12.

La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par ladite ordonnance.

ART. 13.

Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

ART. 14.

Le président soumettra aux parties les observations qu'il croira convenables. Si le demandeur persiste à vouloir poursuivre l'instance, le président rendra une seconde ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir, sans citation préalable au bureau de conciliation.

ART. 15.

Les articles 340 et 341 du Code civil sont abrogés.

ART 11.

De eischer is gehouden den voorzitter der rechtbank een verzoekschrift aan te bieden, waarin de feiten kortelijk zijn vermeld : hij voegt er de stukken tot staving bij, zoo ze er zijn.

ART. 12.

Op het verzoekschrift volgt eene beschikking, inhoudende dat partijen voor den voorzitter moeten verschijnen ten dage in de beschikking aangeduid.

ART. 13.

Partijen zijn gehouden in persoon te verschijnen; zij mogen zich niet doen bijstaan door pleitbezorgers of raadslieden.

ART. 14.

De voorzitter maakt aan partijen de opmerkingen die hij gepast acht. Blijft de eischer er bij, de rechtsvordering voort te zetten, dan neemt de voorzitter eene tweede beschikking, waarbij hij partijen verwijst naar de rechtbank, zonder voorafgaande oproeping tot verzoening.

ART. 15.

De artikelen 340 en 341 van het Burgerlijk Wetboek vervallen.

LÉON MABILLE.

LÉON DE LANTSHEERE.

MICHEL LEVIE.

E. DERBAIX.

A. BEERNAERT.



(A)

(N^o 74)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MAART 1902.

Wetsvoorstel betreffende het onderzoek naar het vaderschap
en het moederschap.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

't Was eene nieuwigheid, toen in het Burgerlijk Wetboek het beginsel werd neergeschreven, dat het een onecht kind is ontzegd het bewijs te leveren van de afstamming, die hem aan zijnen vader verbindt.

Het oud Fransch recht en ons oud Belgisch recht veroorloofden het onderzoek naar het vaderschap. Zelfs was de reactiemaatregel, door artikel 340 van 't Burgerlijk Wetboek bekrachtigd, te wijten aan de misbruiken voortvloeiende uit de gebrekkig overdrevene uitlegging eener wetgeving die reeds al te gemakkelijk het bewijs van het vaderschap toeliet.

Toch geraakte de nieuwere bepaling slechts door den krachtigen stoot van den eersten Consul in onze wetgeving : hij snuikte den geduchten tegenstand van de leden van het Tribunaat, die in 't veroorloven van het onderzoek naar het vaderschap « eenen teugel zagen voor menschelijke driften, ongebondenheid en liederlijkheid », en « het ontstaan vreesden van een nieuw ras, eene » nieuwe bevolking van gemeene kinderen, afgezonderde wezens, zonder » vader, familie, bestaan- noch voedingsmiddelen, die de openbare liefdadigheid afmatten en uitputten zouden, op de gansche samenleving drukkend » als een schandelijk en weldra gevaarlijk juk. » (Redevoering van Duveyrier.)

De feiten staafden maar al te zeer dit somber vooruitzicht. Uit officiële oorkonden blijkt, dat er in Frankrijk jaarlijks meer dan 76,000 onechte kinderen ter wereld komen, dus een onecht kind op tien wettige kinderen. Onder de gansche bevolking van Frankrijk zijn er meer dan anderhalf miljoen onechte kinderen, waarvan een derde door de moeder, slechts een

veertiende door den vader erkend. De jongste volkstelling in België bewijst dat, in 1899, er aldaar zijn geboren 14,919 onechte en 179,349 wettige kinderen, of een onecht kind op twaalf wettige kinderen. 3,721 van deze 14,914 onechte kinderen werden erkend, doch de statistiek zegt niet in hoeveel gevallen de erkenning van den vader is uitgegaan.

Sedert het afkondigen van het Burgerlijk Wetboek, werd steeds in ruime mate opgekomen tegen 't verbod een onderzoek naar het vaderschap te doen.

Er mag eigenlijk zonder overdrijving worden gezegd, met den heer Béranger, van het *Institut de France*, die een wetsvoorstel indiende dat door den Franschen Senaat werd verworpen en het in artikel 340 opgenomen beginsel schrapte, dat onder dezen schijnbaar onverschillenden rechtsregel, waarbij het onderzoek naar het vaderschap is verboden, eene der meest lastbare en hartroerende ongerechtigheden schuilt, die tot hertoe weerbarstig waren tegen den zoo aanzienlijken vooruitgang op andere punten onzer beschaving.

Onze uitstekende collega der Hoogeschool van Luik, de heer Galopin, bevestigt onbeschroomd dat « de bepaling vervat in artikel 340 de slechtste in » gansch ons Wetboek is. In beginsel is zij onrechtvaardig, in hare gevolgen » noodlottig; — onrechtvaardig ten opzichte van het kind, daardoor ver- » stoken van de bescherming, hem door elk zijner ouders verschuldigd, en » onrechtvaardig ook ten opzichte der vrouw, omdat zij op haar alleen al » den last van eenen gezamenlijken misslag doet vallen; — noodlottig, want » volstreckte onaansprakelijkheid, aan zedeloze mannen gelaten, had en » moest voor gevolg hebben dat de zedeloosheid over 't algemeen toenam ⁽¹⁾ ».

Het vraagstuk van het onderzoek naar het vaderschap moest onmisbaar de bijzondere aandacht der Commissie voor herziening van 't Burgerlijk Wetboek tot zich trekken. Daar werd het grondig besproken. Het leerrijk verslag des heeren Van Berchem, thans eerste voorzitter bij het Hof van Cassatie, getuigt van het ernstig streven sedert lang, in België en in Frankrijk, tegen het niet-toelaten van het onderzoek naar het vaderschap; het wijst op de talrijke welgevingen van vreemde landen, die niet wilden hooren van het streng en onrechtvaardig stelsel van het Burgerlijk Wetboek van Napoleon I; zegevierend bestrijdt het de redenen die de voorstanders van volstreckt verbod inroepen, en meesterlijk, om er niet meer te moeten op terugkomen, zet het de overtuigende redenen uiteen, waarom het beginsel van artikel 340 dient te worden afgeschaft.

Overtuigd van de dringende noodzakelijkheid eener hervorming, zon-

(1) In zijne hoogst merkwaardige verhandeling over het onderzoek naar het vaderschap — door de Academie van zeden- en staatkundige wetenschappen bekroond — bevestigt de heer Punzel, op grond van zeer volledige statistieken, dat in landen waar het verboden is het onderzoek naar het vaderschap te doen, veel meer onechte kinderen ter wereld komen dan elders; — dat het sterfleeijfer van onechte kinderen er ook veel hooger staat; dat het huwelijk er veel meer wordt ontloopen en er veel meer zedenverdervende onechtelijke samenhuizing bestaat; — dat misdad of op het kind gepleegd (kindermoord, vruchtadrijving, verzwijging of verlating), of door het kind (landlooperij, bedelarij, diefstal), daar veelvuldiger voorkomt. (Z. inleiding door den heer Béranger.)

derde de heer Le Jeune, Minister van Justitie, van den arbeid der Herzieningscommissie de bepalingen af, die zij had aangenomen in zake het onderzoek naar het vaderschap, en stelde ze voor onder den vorm van een afzonderlijk wetsontwerp, dat hij den 26^{en} Juli 1868 ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers indiende. Om dit wetsontwerp te rechtvaardigen, verwees hij naar het verslag der Commissie. Het vervallen ontwerp werd door den heer Begerem in den loop van het zittingsjaar 1894-1895 opnieuw aangeboden.

In zijne eerste bepalingen gaat het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben bij de Kamer in te dienen, uit van het wetsontwerp van den heer Le Jeune. Onze artikelen 1, 2, 8 en 9 zijn de herhaling der artikelen 1, 2, 6 en 7 van het ontwerp van 1895. Artikel 3 is eene aanvulling van artikel 541 van het Burgerlijk Wetboek, waarin sprake is van het onderzoek naar het vaderschap. Andere bepalingen bleken ons noodzakelijk om de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap practisch en doelmatig te maken en de leemte aan te vullen in onze wetten ten opzichte van het kind dat door vader noch moeder vrijwillig is erkend. Verder, richten enkele artikelen eene bijzondere en bemiddelende rechtspleging in voor het instellen van den eisch tot verklaring van het vaderschap en van het moederschap.

Het 1^{ste} artikel geeft het onecht kind het recht terug een onderzoek in te stellen naar het vaderschap, welk recht hem door artikel 540 werd ontnomen, tegen zedelijkheid en gerechtigheid in. Doch ditzelfde artikel ruimt zorgvuldig het gevaar weg en de misbruiken verbonden aan het uitoefenen van dat recht, doordien het duidelijk bepaalt onder welke voorwaarden de eisch ontvankelijk is en de middelen tot bewijs die de eischer aanwenden mag, beperkt.

1^o Vermits artikel 334 van het Burgerlijk Wetboek de erkenning door den vader neergeschreven in eene authentieke akte, als volledig bewijs van onechtelijk vaderschap beschouwt, is het bepaald onmogelijk alle waarde te ontnemen aan eene ernstig afgelegde bekentenis, om de eenvoudige reden dat deze niet werd ontvangen door eenen notaris of eenen beambte van den burgerlijken stand. De vorm onder welken eene bekentenis wordt ontvangen, voegt niets toe aan de kracht daarvan : enkel maakt hij ze stelliger. Hoe zou men dus, ten minste toch met het oog op het ontvankelijke van den eisch tot verklaring van het vaderschap, de bekentenis van den onderstelden vader, in akten, brieven of andere private akten niet voor voldoende houden? Dit ook zijn stellige oorkonden, waarvan het gezag niet kan worden ontkend, waarop gesteund mag worden, zonder vrees voor de bezwaren, die vooral in dergelijke zaken onafscheidelijk zijn van het bewijs door getuigen.

Is het bezit van staat, door het eerste artikel op dezelfde lijn geplaatst als erkenning voortvloeiende uit geschriften, niet eveneens eene uiterst betekenisvolle bekentenis?

Dit betoog, bestaande uit openlijke en dagelijks herhaalde feiten, is, zegde Duvyrier tot het Tribunaat, het machtigste dat kan worden uitgedacht.

Het bezit van staat, zegt Demolombe, is eene bestendige, aanhoudende,

dagelijksche onafgebroken erkenning, en levert dus in de hoogste mate alle mogelijke waarborgen op van vrijheid en oprechtheid.

De stellers van het Burgerlijk Wetboek namen zonder aarzelen het bezit van staat aan als eene wijze van geregelde bewijslevering voor de wettige afstamming, bij gebreke van geboorteakte. Onmogelijk te ontkennen, dat het in zake van onechte afstamming ook het bestaande bewijs van 't vaderschap is.

2^o Uitzonderlijk veroorlooft het Burgerlijk Wetboek het onderzoek naar het vaderschap ingeval van schaking zoo het tijdstip van deze schaking overeenkomt met dat van de bevruchting. Blijkbaar dient dit stelsel aangevuld door op denzelfden voet als schaking te behandelen feiten van dergelijken aard, die hetzelfde vermoeden medebrengen, doch onder beding dat er voorafgaande veroordeeling wegens deze verschillende feiten werd uitgesproken.

3^o Verleiding, door bedrieglijke handelingen gekenmerkt, wettigt insgelijks het afleiden van vaderschap en moet dus het onderzoek daarnaar veroorloven. Dit is enkel eene uitbreiding van het stelsel van het Wetboek, in zake van gewelddadige schaking, tot wat schaking door verleiding zou mogen heeten. Doch het bewijs door getuigen, van de vereischte omstandigheden, wordt enkel toegelaten met de waarborgen door artikel 323 vereischt voor het bewijs van wettige afstamming door getuigen.

In zulke omstandigheden, is er geen gevaar voor de ontvankelijkheid van de rechtsvordering tot het onderzoek naar het vaderschap, wat beter : rechtsvordering tot verklaring van het vaderschap zou kunnen genoemd worden.

Doch artikel 2 levert eenen anderen aanzienlijken waarborg op. Want « het volstaat niet dat het onderzoek aanneemlijk zij. Om het recht van het » kind te erkennen, moet het vaderschap berusten op vaststaande feiten. » Ook beschikt het artikel dat de rechter, na te hebben onderzocht of de » eisch ontvankelijk is, al de omstandigheden van het proces in acht neemt, » ten einde te beslissen of het kind werkelijk dengene tot vader heeft, dien » het voorgeeft te hebben » (Verslag van den heer Van Berchem.)

Het stelsel van het eerste artikel volgens hetwelk het bewijs van het vaderschap mag afgeleid worden uit het bezit van staat, brengt logisch de wijziging mede van artikel 341, betreffende het onderzoek naar het moederschap. Naast het bewijs door getuigen, gestaafd door een begin van bewijs bij geschrifte dient aangenomen dat het bewijs van het moederschap insgelijks kan voortvloeien uit het bezit van staat. Dat is de reden van bestaan van artikel 3.

Doch om practisch werk te verrichten, is het niet voldoende te bepalen in welke gevallen en door welke middelen de verklaring van vaderschap in rechte mag worden vervolgd, het instellen van den eisch behoort feitelijk gemakkelijker te worden gemaakt. Welnu, opdat het wijzigen van artikel 340 van herstellende en tevens van sociale strekking weze, is het van belang dat de rechtsvordering onverwijld, kort na de geboorte van het kind, kunne worden ingediend. Dit is het middel om aan 't kind en aan zijne moeder waarlijk doelmatigen onderstand te verzekeren en den eisch waarlijk verhelpend te maken, door den verleider schrik aan te jagen voor de verantwoordelijkheid

die eerlang op hem vallen kan. Een mogelijke, na korten tijd in te stellen eisch zal het bewijs van pas gebeurde feiten overigens gemakkelijker en zekerder maken.

Daaruit volgt het door artikel 4 aan de moeder gegeven recht om den eisch tot onderzoek naar het vaderschap aan te vangen uit naam van het kind, tijdens zijne minderjarigheid.

Daarenboven diende voorzien het geval, dat de moeder zou komen te overlijden gedurende de minderjarigheid van het kind. De bepaling van artikel 5 veroorlooft dat spoedig een familieraad worde bijeengeroepen en eenen voogd benoemd die, naar omstandigheden, de rechtsvordering tot verklaring van het vaderschap mag instellen of voortzetten.

De voor het kind meest ongelukkig onderstelling ware 't geval, dat het door zijnen vader noch zijne moeder erkend zou zijn. Door eene bepaling, waarvan de strekking het bijzonder oogmerk van dit wetsvoorstel voorbijstreeft, duidt artikel 6 aan op welke wijze dit thans zonder bescherming verlaten kind voorzien zal worden van eenen familieraad en eenen voogd, tot wiens bevoegdheid de last zal behooren desnoods de rechtsvordering tot het onderzoek naar het vaderschap of naar het moederschap in te stellen.

Aangezien de voorgestelde hervorming geschiedt in 't belang van het kind, scheen het ten einde allen twijfel weg te nemen, noodzakelijk het beginsel te stellen dat het onderzoek naar het vaderschap en het moederschap niet mag geschieden ten nadeele van het niet erkend kind, bij voorbeeld tot vermindering van de schenkingen, hem gedaan door zijn vader of zijne moeder en die meer zouden bedragen dan het gedeelte waarover, volgens artikelen 757 en 908 van 't Burgerlijk Wetboek, mag worden beschikt ten voordeele van onechte kinderen.

Door artikelen 8, 9 en 10 worden eenvoudig de beginselen die van toepassing zijn op den eisch tot inroeping van den staat van wettig kind uitgestrekt tot den eisch tot inroeping van den staat van onecht kind.

Door de slotbepalingen van het ontwerp wordt het instellen der rechtsvordering tot verklaring van het vaderschap en van het moederschap onderworpen aan dezelfde regelen als die welke het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vaststelt in zake van scheiding van tafel en bed en van echtscheiding. De voorafgaande en bemiddelende tusschenkomst van den Voorzitter der rechtbank zal dit tweevoudig voordeel opleveren: in sommige gevallen zal zij volstaan om, bij den aanvang, eenen weinig gegronnen eisch tegen te houden, of eenen eisch die den aard zou hebben van eene poging tot afdreiging of vreesaanjaging; in andere gevallen, zal zij den verweerder doen besluiten tot vrijwillige erkenning, doordien men hem de bewijzen zal toonen, die tegen hem bestaan, en hem op het gevaar zal wijzen van een ergerniswekkend proces, waarvan de uitslag niet twijfelachtig kan wezen.

Het ontwerp van den heer Le Jeune bevatte daarenboven enkele artikelen die betrekking hadden op den juridischen toestand van het onechte kind, op zijn recht levensonderhoud te eischen, op den naam van den vader, enz. 't Is te begrijpen, dat dergelijke bepalingen moeten voorkomen in het ontwerp tot algemeene omwerking van het Wetboek, door de Herzieningscommissie opgemaakt: ze dienen neergeschreven in de afdeeling, gewijd aan

onechte afstamming. Doch minder gepast zouden zij voorkomen in eene hervorming die is beperkt tot het wijzigen van de artikelen 340 en 341. De rechten van het onechte kind zijn dezelfde in geval van vrijwillige en van gedwongen erkenning. Dus is het weinig methodisch uiteen te zetten, als gevolgen van de verklaring van het vaderschap of van het moederschap door de rechtbanken, wat het rechtsbegrip, het stelsel van 't Burgerlijk Wetboek uitleggende, reeds nu beschouwt als gerechtelijke gevolgen van de erkenning over 't algemeen.

LÉON MABILLE.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants :

1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil;

2° Si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception;

3° S'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

ART. 2.

Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la pater-

WETSVOORSTEL.

EERSTE ARTIKEL.

Het onderzoek naar het vaderschap is toegelaten in de navolgende gevallen :

1° Wanneer er is erkenning van het vaderschap, voortvloeiende hetzij uit akten of geschriften van welken aard ook, afkomstig van den onderstelden vader, hetzij uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, kenmerken het bezit van staat volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek;

2° Wanneer de onderstelde vader is veroordeeld wegens schaking, wegens willekeurige aanhouding, hechtenis of opsluiting, wegens verkrachting of zelfs wegens aanslag op de eerbaarheid, zonder geweld bedreven op den persoon van een meisje beneden den leeftijd van 14 jaren, indien het tijdstip, waarop die misdrijven werden begaan, overeenstemt met dat der bevruchting;

3° Wanneer er is geweest verleiding door huwelijksbelofte, misbruik van gezag of bedrieglijke handelingen en er aanwezig is een begin van schriftelijk bewijs van de huwelijksbelofte, van het misbruik van gezag of van de bedrieglijke handelingen, of vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs van deze verschillende omstandigheden door getuigen toe te laten.

Het begin van bewijs bij geschrifte vloeit voort uit alle akten, geschriften, papieren of brieven, afkomstig van eene partij, die bij het geschil is betrokken of, nog in leven zijnde, daarbij belang zou hebben.

ART. 2.

Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de voorwaarden die, overeenkomstig

nité est admissible aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

ART. 3.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

La preuve de la maternité peut résulter aussi de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

ART. 4.

La mère d'un enfant qu'elle a reconnu peut, pendant la minorité de celui-ci, intenter au nom de l'enfant l'action en recherche de la paternité.

ART. 5.

Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil, qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

het eerste artikel, worden vereischt tot ontvankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader heeft, dien het voorgeeft te hebben.

ART. 3.

Het onderzoek naar het moederschap is toegelaten.

Het kind, dat beweert eene bepaalde vrouw tot moeder te hebben, is gehouden te bewijzen, dat het wezenlijk is hetzelfde kind waarvan deze is bevallen.

Het zal dit bewijs alleen dan door getuigen mogen leveren, wanneer er begin van bewijs bij geschrifte bestaat of wanneer vermoedens of aanwijzingen, voortvloeiende uit reeds vaststaande feiten, genoegzaam zwaarwichtig zijn om het bewijs door getuigen toe te laten.

Het bewijs van het moederschap kan ook voortvloeien uit feiten en omstandigheden die, in onderling verband, het bezit van staat kenmerken volgens artikel 321 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 4.

De moeder van een door haar erkend kind kan, gedurende zijne minderjarigheid, uit naam van het kind de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap instellen.

ART. 5.

Sterft de moeder gedurende de minderjarigheid van het door haar erkende kind, dan is de ambtenaar van den burgerlijken stand, die de akte van overlijden heeft opgemaakt, verplicht den vrederechter van de woonplaats der overledene bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt benoemd door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes bloed- of aanverwanten der moeder of burgers van wie het bekend is dat zij met haar vriendschapsbetrekkingen hebben onderhouden.

Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 6.

L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt-quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité, soit de la maternité, moyennant l'autorisation du conseil de famille.

ART. 7.

La paternité et la maternité ne peuvent être recherchées contre l'enfant naturel.

ART. 8.

Les tribunaux criminels doivent se conformer aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne la preuve de l'état.

ART. 9.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 10.

Les articles 329 et 330 du Code civil sont applicables aux héritiers de l'enfant naturel.

Sterft de moeder nadat zij de rechtsvordering tot onderzoek naar het vaderschap heeft aangevangen, dan wordt het geding door den voogd voortgezet; in het tegenovergestelde geval kan hij, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering instellen.

ART. 6.

De ambtenaar van den burgerlijken stand, bij wien wordt aangegeven de geboorte van een kind, geboren uit een vader en eene moeder die wettelijk onbekend zijn, is verplicht, binnen vier en twintig uren, den vrederechter der woonplaats van het kind bekend te maken met het feit, dat aanleiding geeft tot benoeming van een voogd. Deze voogd wordt aangewezen door een familieraad, voorgezeten door den vrederechter en door dezen samengesteld uit zes achtbare personen uit de woonplaats van het kind.

De voogd kan, met machtiging van den familieraad, de rechtsvordering tot onderzoek hetzij naar het vaderschap hetzij naar het moederschap instellen.

ART. 7.

Het onderzoek naar het vaderschap of naar het moederschap kan niet geschieden ten nadeele van het onechte kind.

ART. 8.

Wat betreft het bewijs van den staat, moet de strafrechter zich naar bovenstaande bepalingen gedragen.

ART. 9.

De rechtsvordering tot inroeping van den staat is, ten opzichte van het kind, niet aan verjaring onderworpen.

ART. 10.

De artikelen 329 en 330 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de erfgenamen van het onechte kind.

ART. 11.

Le demandeur sera tenu de présenter au président du tribunal requête contenant sommairement les faits : il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a.

ART. 12.

La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par ladite ordonnance.

ART. 13.

Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

ART. 14.

Le président soumettra aux parties les observations qu'il croira convenables. Si le demandeur persiste à vouloir poursuivre l'instance, le président rendra une seconde ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir, sans citation préalable au bureau de conciliation.

ART. 15.

Les articles 340 et 341 du Code civil sont abrogés.

ART. 11.

De eischer is gehouden den voorzitter der rechtbank een verzoekschrift aan te bieden, waarin de feiten kortelijk zijn vermeld : hij voegt er de stukken tot staving bij, zoo ze er zijn.

ART. 12.

Op het verzoekschrift volgt eene beschikking, inhoudende dat partijen voor den voorzitter moeten verschijnen ten dage in de beschikking aangeduid.

ART. 13.

Partijen zijn gehouden in persoon te verschijnen; zij mogen zich niet doen bijstaan door pleitbezorgers of raadsleden.

ART. 14.

De voorzitter maakt aan partijen de opmerkingen die hij gepast acht. Blijft de eischer er bij, de rechtsvoering voort te zetten, dan neemt de voorzitter eene tweede beschikking, waarbij hij partijen verwijst naar de rechtbank, zonder voorafgaande oproeping tot verzoening.

ART. 15.

De artikelen 340 en 341 van het Burgerlijk Wetboek vervallen.

LÉON MABILLE.

LÉON DE LANTSHEERE.

MICHEL LEVIE.

E. DERBAIX.

A. BEERNAERT.

